

# « Dans une logique clanique, les émeutiers s'en prennent aux infrastructures de l'État »

➤ Lire aussi PAGE 6



FABRIN (T. AIRFFOND)

## THIBAULT DE MONTBRIAL

Après l'attaque d'un couple de policiers en Seine-et-Marne et les émeutes de Nantes, l'avocat\* analyse les rapports tendus entre police et population.

PROPOS RECUEILLIS PAR  
EUGÉNIE BASTIÉ @EugenieBastie

LE FIGARO. - Deux gardiens de la paix ont été roués de coups à Othis alors qu'ils sortaient de chez des amis. Que vous inspire cette attaque ? Le nombre d'agressions envers les policiers est-il en hausse ?

Thibault de MONTBRIAL. - Cette agression est insupportable. Elle s'est déroulée devant les enfants du jeune couple, en dehors des heures de service. Cela témoigne d'une évolution inquiétante : nous savions depuis l'attaque de Magnanville que les terroristes n'hésitaient pas à s'en prendre aux policiers dans leur vie privée, mais désormais cette logique s'étend aux voyous de droit commun, qui considèrent que le policier est un ennemi avec qui ils ont un contentieux personnel. Avec le Centre de réflexion sur la sécurité intérieure, nous avons recensé au moins quatre incidents similaires depuis deux mois : le 12 mai, à

Menton, des policiers qui allaient dîner au restaurant en dehors de leur service ont été pris à partie par une trentaine d'individus. L'un des policiers a eu trente jours d'ITT. Le 22 mai, à

Grenoble, plusieurs CRS au repos ont été reconnus, attaqués et roués de coups par une dizaine d'individus. L'un des policiers a eu 45 jours d'ITT. Le 31 mai, à Orléans, deux individus en scooter ont suivi et menacé un policier hors service, qui a dû sortir son arme. Et samedi dernier, à Bugey, une quinzaine d'individus ont roué de coups (31 jours d'ITT) un policier devant chez lui, qui a dû tirer pour se dégager. L'attaque personnelle des policiers se banalise chez les délinquants. Cela touche aussi les gardiens de prison. On a même vu des magistrats menacés de mort.

Un homme de 22 ans a été abattu à Nantes alors qu'il fuyait un contrôle de police, ce qui a donné lieu à plusieurs nuits d'émeute dans les cités.

Que dit cette ambiance des rapports entre police et population ?

Je ne me prononce pas sur le fond de l'affaire, que je ne connais pas. Mais quand on sait que l'individu abattu était un délinquant chevronné, recherché par la police, qui conduisait une voiture signalée comme participant à un trafic, la première chose qui frappe est que le quartier a pourtant solidairement présenté l'individu comme un saint, faisant donc abstraction du profil de l'intéressé pour se camper unanimement dans une position clanique. C'est désormais soit

l'adhésion totale, soit le rejet en bloc, « eux » ou « nous », il n'y a plus ni demi-mesure ni lucidité. Ensuite, lors des émeutes, un policier a été touché au casque par un tir de .22LR. C'est la première fois depuis très longtemps qu'on tire à balles réelles sur des policiers en maintien de l'ordre. C'est extrêmement inquiétant. La police n'est plus perçue comme une autorité représentant la Ré-

La police n'est plus perçue comme une autorité représentant la République mais comme une bande rivale contre laquelle tout est permis

publique mais comme une bande rivale contre laquelle tout est permis. Dans les quartiers, il y a plusieurs guets-apens par semaine contre les forces de l'ordre. Des photos de policiers circulent sur les réseaux sociaux, et on a même vu un tag « La justice se fera avec la mort d'un CRS » à Nantes. Tout converge vers l'imminence d'un drame.

Pendant la troisième nuit d'émeute, un lycée et une bibliothèque ont été incendiés. Pourquoi le moindre incident devient-il le prétexte à de telles destructions ? Quelle est la logique ? Dans une logique tribale de territoire, les émeutiers s'en prennent aux infrastructures financées par l'État précisément pour sortir ces quartiers de la ghettoïsation. Six ou sept établissements publics ont été brûlés à Nantes, mais un commerce halal a été épargné : on est dans la logique clanique d'un rejet de l'État. Cela montre d'ailleurs les limites de la pacification des banlieues par l'argent, comme le préconisait le rapport Borloo. La solution passe par le rétablissement de l'ordre, en assumant ses conséquences inévitables. Les populations qui vivent dans ces quartiers, qui sont prises en otages par ces comportements claniques, ont tout à gagner au rétablissement de l'autorité républicaine.

La dénonciation de « bavures policières » donne lieu de plus en plus fréquemment à la mise en cause d'un « racisme d'État ». Que vous inspire ce discours ? Les violences policières envers les jeunes des cités sont-elles selon vous un véritable problème ?

Ce discours est d'abord faux. Non, les forces de l'ordre ne sont pas racistes : elles font leur travail dans des conditions rendues chaque jour plus difficiles par le cumul du péril terroriste, de la logique de partition territoriale et du manque de moyens. Mais ce discours est politique : il est porté par des associations ou des personnalités militantes qui ont pour but d'exacerber les tensions commu-

nautaires. S'inspirant notamment des mouvements américains type Black Lives Matter, ces associations promeuvent une racialisation des tensions. On a vu la sœur d'Adama Traoré (jeune homme décédé lors de son interpellation par la police en juillet 2016) appeler dans un discours récent place de la République à envahir le Palais de l'Élysée « comme en Afrique », sans que cela n'émeuve personne.

Ce sont des discours antirépublicains, sécessionnistes et racistes qu'il faut combattre impitoyablement.

L'affaire Théo avait été très médiatisée, alors qu'on s'était rendu compte que la « victime » n'était pas aussi innocente. Que nous a enseigné cette affaire ? L'affaire Théo a été symptomatique d'une hystérisation du débat par les associations communautaires. À Nantes, comme pour l'affaire Théo, la justice a immédiatement réagi et engagé une procédure. Dans un fonctionnement républicain « normal », on en attendrait les résultats avec sang-froid, sans provoquer d'émeute pour réclamer une « justice » qui est précisément à l'œuvre. Dans l'affaire Théo, les émeutiers n'ont pas cru la justice, qui faisait son travail. Et la visite du président Hollande au chevet de Théo a été une faute politique immense qui a marqué durablement l'esprit des policiers. Le rapport Grosdidier, remis cette semaine au Sénat, montre bien la crise profonde que traversent les forces de l'ordre. Il est plus que temps d'engager une réflexion en profondeur sur les moyens et les stratégies relatifs à la sécurité intérieure pour les années à venir. L'enjeu est vital pour la France. ■

\*Président du Centre de réflexion sur la sécurité intérieure, membre du conseil scientifique de l'École de guerre.

un événement

AACC

le

pouvoir